



Mission régionale d'autorité environnementale

**Pays-de-la-Loire**

**Décision de la Mission régionale  
d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire  
après examen au cas par cas  
Élaboration du Zonage d'assainissement  
des eaux pluviales (ZAEP)  
de la commune de CASSON (44)**

n°MRAe 2018-3644

## **Décision relative à une demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-17-II du code de l'environnement**

La présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale,

- Vu** la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;
- Vu** l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas relative à l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Casson, déposée par la commune, reçue le 5 décembre 2018 ;
- Vu** la consultation de l'agence régionale de santé du 6 décembre 2018 et sa réponse du même jour ;
- Vu** la décision de la MRAe des Pays-de-la-Loire du 28 juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;
- Vu** la consultation des membres de la mission d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire faite par sa présidente le 22 janvier 2019 ;

**Considérant** que l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales, relevant de l'article R. 122-17 II du code de l'environnement, doit faire l'objet d'un examen préalable au cas par cas dans les conditions prévues à l'article R. 122-18 du même code ;

**Considérant** qu'elle est menée en parallèle de l'élaboration en cours du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes d'Erdre et Gesvres ;

**Considérant** qu'elle s'appuie sur l'étude de diagnostic et le schéma directeur pluvial qui ont permis de qualifier le fonctionnement hydraulique du réseau et de définir les orientations d'aménagements à réaliser sur le réseau pluvial existant ;

**Considérant** que le dossier a identifié les secteurs aujourd'hui exposés à des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ou de bassins versants saturés et a prévu, pour les principaux problèmes des solutions de remédiation (redimensionnement de réseaux, agrandissements de bassins de rétention, etc.) ;

**Considérant** que la commune prévoit ainsi la réalisation de travaux d'aménagements des réseaux d'eaux pluviales permettant d'améliorer le fonctionnement général, en reprenant principalement des réseaux existants ;

**Considérant** que ce projet encadre les dispositifs de gestion des eaux pluviales des opérations de construction et d'aménagement futurs ; que quelques-uns des secteurs destinés à accueillir de l'urbanisation par le projet de PLUi se situent sur des bassins versants identifiés comme saturés (Clos du Patis, rue du château, zones AUL et AUe Ardillaux) ;

**Considérant** qu'il appartient au projet de PLUi de justifier les choix opérés en matière de développement urbain, et du respect des enjeux environnementaux présents sur le territoire, le cas échéant par l'édiction de mesures spécifiques de gestion des eaux ;

**Considérant** que la commune est concernée par la présence de plusieurs mesures d'inventaires ou de protection réglementaire au titre des milieux naturels : l'aire de protection de biotope (APB) « Combles et clocher de l'église Saint-Louis à Casson », la zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique (ZNIEFF) de type 2 "Vallée et Marais de l'Erdre, canal de Nantes à Brest, Bois de la Desnerie, le Rupt », les ZNIEFF de type 1 « Église de Casson » et « Marais de la Gamoterie sud et de la Grande Bodinière » et par les sites Natura 2000 (ZSC et ZPS) « Marais de l'Erdre" ; qu'elle est également concernée, au nord, par le périmètre de protection rapproché 2 du captage en eau potable de Nort-sur-Erdre ;

**Considérant** toutefois que les travaux prévus ne sont pas susceptibles d'impacts négatifs sur les espaces présentant un intérêt environnemental ou de santé humaine avéré ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par la collectivité locale et des connaissances disponibles à ce stade, l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Casson n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;

#### **DECIDE :**

**Article 1** : L'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Casson n'est pas soumise à évaluation environnementale.

**Article 2** : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 (III) du Code de l'environnement, sera jointe au dossier d'enquête publique.

**Article 3** : La présente décision sera publiée sur le site internet de la MRAe et de la DREAL des Pays-de-la-Loire.

Fait à Nantes, le 1 février 2019

La présidente de la MRAe des Pays-de-la-Loire

A blue ink signature, appearing to read 'Fabienne', written over a horizontal line.

Fabienne ALLAG-DHUISME

## Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un plan ou programme à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R.122-18 du code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Madame la Présidente de la MRAe  
DREAL des Pays-de-la-Loire  
SCTE/DEE  
5, rue Françoise GIROUD  
CS 16326  
44263 NANTES Cedex 2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Le recours contentieux à l'encontre d'une décision de soumission à évaluation environnementale doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO.  
Il doit être adressé à :

Monsieur le Président du Tribunal administratif de Nantes  
6, allée de l'Île Gloriette  
B.P. 24111  
44041 NANTES Cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le recours hiérarchique est formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai de recours contentieux ;  
Il est adressé à :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire  
Ministère de la transition écologique et solidaire  
92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex